Depuis le début de la pandémie du COVID 19 et l'invasion russe en Ukraine, il est devenu évident que nous avons changé de monde !

Aussi l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement de la vie économique et commerciale est redevenue aux yeux de toutes et tous nécessaire et légitime : contamination des laits maternisés Lactalis, blocage des prix des masques et des gels, encadrement des loyers, contamination des denrées alimentaires à l'oxyde d'éthylène, grave crise sanitaire des pizzas Buitoni, contamination à la salmonelle de chocolats Kinder, prix de l'essence, etc. À chaque fois, les agents de la DGCCRF sont sollicités pour contrôler la mise en oeuvre de mesures gouvernementales, et enquêter sur des fraudes et des infractions pénales.

Cette action dont le caractère indispensable ne fait plus aucun doute est entravée par le niveau d'effectif de cette administration, sa (dés)organisation administrative, l'insuffisance des moyens juridiques et l'abandon de ses laboratoires du SCL.

Les opérations de communications gouvernementales ne peuvent cacher que la DGCCRF a subi une véritable saignée depuis 2007 avec la suppression de près de 1 000 agents. Aujourd'hui, la moitié des départements français ne disposent que de 6 agents ou moins pour accomplir l'ensemble des missions dévolues à la DGCCRF. Aujourd'hui, seul un agent assure ces missions dans le département du Lot !

La RGPP de Sarkozy a éclaté la DGCCRF en DDPP, DDETSPP, DREETS, sigles abscons par nature. Elle a brisé les chaînes de commandement et alourdi son fonctionnement. Elle a aussi poussé à la mise en oeuvre de l'interdépartementalité : ce qu'un enquêteur n'a plus le temps de faire dans un département, il doit le faire sur deux ou trois départements !

Les gouvernements successifs se sont refusé à prendre les textes réglementaires qui auraient permis d'encadrer et de contrôler les loyers. Ils se sont tout autant refusés à investir et à recruter dans ses laboratoires alors même que les enjeux sanitaires et la transition écologique sont devenus primordiaux depuis plusieurs années comme en témoigne l'affaire Volkswagen !

Pour cela, le SNA CCRF&SCL CGT revendique :

 La mise en oeuvre d'un plan de recrutement massif à la DGCCRF et dans les laboratoires du SCL :

o De manière URGENTE : 4 agents en plus dans chaque département de moins de 6 agents
o À terme, un effectif de 14 agents au minimum dans chaque département et de 4.000 agents au total pour la DGCCRF ;
o Un recrutement de 100 agents titulaires (Ingénieurs, techniciens, Adjoints techniques et personnels administratifs) pour le SCL

 Le rétablissement d'une chaîne de commandement cohérente et directe

 La mise en oeuvre de textes réglementaires permettant, outre la protection sanitaire, la protection économique comme le contrôle direct des prix des loyers et de l'essence par exemple

 Le recrutement de laborantins et des investissements en matériel analytique et en recherche et développement dans les laboratoires.

La CGT réaffirme sa volonté que la DGCCRF et ses laboratoires du SCL soient un des outils de contrôle et de police économique sur l'ensemble des territoires répondant aux besoins sociaux, sanitaires et économiques du pays et de ses citoyens.

fichiers: Télécharger 2022-04-11_donner-des-moyens-a-la-ccrf.pdf (441.11 Ko)
Public: Infos / actions
Missions

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank